



Arrêté N° : 1/10/0365

**LE MINISTRE DELEGUE AU DEVELOPPEMENT  
DURABLE ET AUX INFRASTRUCTURES,**

Vu l'arrêté n° 1/99/3062 délivré en date du 5 janvier 2001 par le Ministre ayant dans ses attributions l'environnement, autorisant la société EDITPRESS LUXEMBOURG S.A., 44, rue du Canal, L-4050 Esch-sur-Alzette, à aménager et exploiter un centre d'impression, à Esch-sur-Alzette, au lieu-dit « In Sommet », sur un fonds inscrit au cadastre de la commune de la Ville d' Esch-sur-Alzette, section A de Esch-Nord, sous les n°s 2203, 2210/11710, 2211/15169, 2211/15170, 2213/12460, 2222/12461, 2223, 2231/10475 et 2233/10746;

Vu l'arrêté n° 1/99/3062-1 délivré en date du 12 mars 2001 par le Ministre ayant dans ses attributions l'environnement, modifiant la condition 1) du chapitre I) intitulé « Eléments autorisés: » et la condition 12) du chapitre V) intitulé « Protection du sol et du sous-sol: » de l'article 1er de l'arrêté n° 1/99/3062 susmentionné;

Vu la demande du 26 août 2010 et les informations supplémentaires du 21 octobre 2010, présentées par la société ENERGIE ET ENVIRONNEMENT S.A., 69, rue Andethana, L-6970 Hostert, au nom et pour compte de la société EDITPRESS LUXEMBOURG S.A., 44, rue du Canal, L-4050 Esch-sur-Alzette, aux fins d'obtenir l'autorisation de procéder à une modification de l'établissement faisant l'objet de l'arrêté 1/99/3062 précité, tel qu'il a été modifié par la suite; que plus particulièrement la modification consiste dans:

- le remplacement du compresseur d'air d'une puissance électrique de 20 kW, initialement prévu, par deux compresseurs d'une puissance unitaire de 52 kW, équipés chacun avec un sécheur d'air utilisant comme agent frigorigène du R134a;
- le remplacement de la chaudière provisoire d'une puissance thermique de 500 kW, alimentée au gasoil, initialement prévue, par deux chaudières d'une puissance thermique unitaire de 240 kW, alimentées au gaz naturel;
- la suppression du réservoir aérien d'une capacité de 10.000 litres ayant servi au stockage de gasoil chauffage;
- le remplacement du groupe électrogène ayant une puissance électrique de 900 kW, initialement prévu, par un groupe électrogène ayant une puissance électrique de 10 kVA et comprenant un réservoir à gasoil d'une capacité d'environ 40 litres;

1105 8VA • la suppression des trois réservoirs à gasoil, d'une capacité totale de 3.000 litres, ayant servi à l'alimentation du groupe électrogène d'une puissance électrique de 900 kW;

- la mise en oeuvre de quatre transpalettes manuelles;
- la mise en oeuvre de deux gerbeurs électriques;
- la mise en oeuvre d'un élévateur à fourches;
- la mise en oeuvre de trois chargeurs d'accumulateurs;

Vu la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 16 juillet 1999 portant nomenclature et classification des établissements classés;

Vu l'article 5 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, réglementant le régime d'autorisation des établissements composites comprenant des installations relevant de classes différentes;

Vu la prise de position du 9 mars 2010 de la société EDITPRESS LUXEMBOURG S.A., par rapport aux remarques formulées dans le cadre du rapport de réception de l'établissement, élaboré en date du 22 janvier 2010 par la société LUXCONTROL a.s.b.l., et faisant partie intégrante du dossier de demande du 26 août 2010;

Vu l'enquête commodo et incommodo et l'avis émis par le collège des bourgmestre et échevins de la VILLE D'ESCH-SUR-ALZETTE;

Considérant que pendant le délai légal d'affichage, aucune observation n'a été présentée à l'égard du projet susmentionné;

Vu la loi du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux;

Vu la loi du 25 novembre 2005 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement;

Vu le plan de situation et celui des lieux;

Que partant il y a lieu d'accorder l'autorisation sollicitée et d'actualiser l'arrêté n° 1/99/3062, tel que modifié par la suite,

# ARRÊTE:

**Article 1er:** *La condition 1) du chapitre I) intitulé « Eléments autorisés: » de l'article 1er de l'arrêté n° 1/99/3062, tel que modifié par l'arrêté n° 1/99/3062-1 délivré en date du 12 mars 2001 par le Ministre ayant dans ses attributions l'environnement, est remplacée par une condition 1) ayant la teneur suivante:*

« 1) Est autorisé à Esch-sur-Alzette, dans la zone d'activités « In Sommet », sur un fonds inscrit au cadastre de la Ville d'Esch-sur-Alzette, section A de Esch-Nord, sous le n° 2213/17319 (anc. n°s 2203, 2210/11710, 2211/15169, 2211/15170, 2213/12460, 2222/12461, 2223, 2231/10475 et 2233/10746), un centre d'impression comprenant notamment les éléments suivants:

- une imprimerie comprenant:
  - deux installations de production de plaques d'impression selon le procédé « Computer-to-Plate » (exposition au laser 532 nm, 0,25 mJ/cm);
  - une presse rotative;
  - des installations d'expédition;
- un poste de transformation du type sec d'une puissance électrique nominale de 1.250 kVA;
- un dépôt de papier d'une capacité de stockage de 1.000 Mg;
- deux compresseurs d'une puissance unitaire de 52 kW, équipés chacun avec un sécheur d'air utilisant comme agent frigorifique du R134a
- un séparateur à coalescence de grandeur nominale NG3;
- sept appareils de levage;
- trois chargeurs d'accumulateurs;
- un groupe électrogène de secours ayant une puissance électrique de 10 kVA et comprenant un réservoir à gasoil d'une capacité d'environ 40 litres;
- deux installations de production de froid industriel, d'une puissance frigorifique totale d'environ 12 kW utilisant comme agent frigorifique du R407C;
- deux chaudières d'une puissance thermique unitaire de 240 kW, alimentées au gaz naturel;
- un dépôt destiné au stockage de 6.400 litres de peintures d'impression contenues dans huit réservoirs aériens (1 x 1.500 l, 3 x 800 l, 1 x 1.000 l et 3 x 500 l);
- un dépôt destiné au stockage d'autres matériels d'impression tels que plaques d'impression, encres d'impression contenues dans des fûts d'une capacité de 60 l, substances chimiques de développement et de gommage-etc.. »

### **Article 2:**

*La condition 2) du chapitre I) intitulé « Eléments autorisés: » de l'article 1er de l'arrêté n° 1/99/3062, tel que modifié par l'arrêté n° 1/99/3062-1 délivré en date du 12 mars 2001 par le Ministre ayant dans ses attributions l'environnement, est abrogée.*

### **Article 3:**

*La condition 1) du chapitre II) intitulé « Modalités d'application: » de l'article 1er de l'arrêté n° 1/99/3062, tel que modifié par l'arrêté n° 1/99/3062-1 délivré en date du 12 mars 2001 par le Ministre ayant dans ses attributions l'environnement, est remplacé par une condition 1) ayant la teneur suivante:*

« 1) L'établissement doit être aménagé et exploité conformément aux demandes du 21 septembre 1999 et du 12 février 2001 (*recours gracieux*) ainsi que conformément à celle du 26 août 2010, complétée en date du 21 octobre 2010, sauf en ce qu'elles auraient de contraire aux dispositions du présent arrêté. Ainsi les dossiers de demande font partie intégrante du présent arrêté. Les originaux des dossiers de demande, qui vu leur nature et leur taille, ne sont pas joints au présent arrêté, peuvent être consultés par tout intéressé au siège de l'Administration de l'environnement, sans déplacement. »

### **Article 4:**

*Le chapitre III) intitulé « Protection de l'air: » de l'article 1er de l'arrêté n° 1/99/3062, tel que modifié par l'arrêté n° 1/99/3062-1 délivré en date du 12 mars 2001 par le Ministre ayant dans ses attributions l'environnement, est remplacé par un chapitre III) intitulé « Protection de l'air: » ayant la teneur suivante:*

### **« III) Protection de l'air:**

#### *concernant les conditions de base:*

1) L'évacuation des émissions de gaz et de poussières doit se faire de la sorte à ne pas incommoder les voisins par de mauvaises odeurs, ni constituer un risque pour leur santé.

2) Dans le présent arrêté on entend par effluents gazeux l'air évacué, les fumées et les autres polluants atmosphériques émis par les installations.

3) Tout brûlage à l'air libre est interdit sur le site.

4) La dilution des rejets pour respecter les limitations en question est interdite.

5) Les effluents ne doivent pas être à l'origine d'impacts négatifs sur le milieu naturel ambiant.

6) Les rejets de polluants doivent être collectés et évacués d'une manière contrôlable dans l'atmosphère, ceci moyennant des ouvrages appropriés. Le cas échéant,

les effluents doivent être traités préalablement dans une installation de filtration appropriée afin de respecter les seuils d'émissions imposés par le présent arrêté.

*les exigences quant au captage des émissions générées dans un atelier, hall, etc.:*

7) L'installation de captage doit être dimensionnée, construite, aménagée, exploitée et entretenue de manière à éviter en toutes circonstances des émissions diffuses dans l'atmosphère.

8) Les matériaux utilisés pour la construction de l'installation doivent être résistants aux effluents captés.

9) Afin de garantir une évacuation contrôlée des effluents, ceux-ci doivent être captés le plus proche possible de la source génératrice.

10) L'apport d'air frais nécessaire dans l'atelier, le hall, etc. doit être assuré par une installation de ventilation adéquate. En aucun cas des portes ou fenêtres ouvertes ne peuvent être utilisées à cette fin.

11) En particulier, afin d'éviter une évacuation incontrôlée des effluents gazeux dans l'atmosphère, le rapport entre les débits d'air aspirés et rejetés doit être réglé de façon à ce qu'une sous-pression atmosphérique stable se répartisse dans l'atelier, le hall, etc. .

12) L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires afin de pouvoir démontrer à tout moment le respect des aspects relatifs à l'évacuation contrôlée des effluents gazeux. A cette fin et sans préjudice des conditions stipulées dans le chapitre «Réception et contrôle de l'établissement», l'exploitant doit tenir à la disposition des autorités compétentes les éléments spécifiques à ce sujet.

*les exigences quant aux ouvrages d'évacuation:*

13) Les ouvrages d'évacuation de rejets doivent être conçus de manière à favoriser une bonne diffusion des effluents dans l'atmosphère.

14) A cette fin la forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, doit être conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des rejets dans l'atmosphère. L'emplacement de ces conduits doit être tel qu'il ne pourra en aucun moment y avoir siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne doivent pas présenter de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché doit être continue et lente.

15) Les ouvrages d'évacuation doivent être conçus et aménagés spécialement à cet effet. Ils doivent être étanches et résistants aux rejets y évacués. Ils doivent être entretenus régulièrement afin de garantir en permanence les exigences stipulées ci-avant.

16) La diffusion des effluents gazeux dans l'atmosphère doit se faire au-dessus de la toiture de l'établissement. Pour le cas où plusieurs halls/immeubles/.. font partie de l'établissement, il y a lieu de prendre en considération la toiture la plus élevée.

En particulier les ouvrages d'évacuation doivent dépasser

- la toiture de l'établissement d'au moins un mètre;
- le (ou les) faite(s) du (ou des) immeuble(s) du voisinage pour le cas où ceux-ci se situent dans un rayon de moins de 100 mètres.

La présente condition n'est pas applicable au groupe électrogène de secours ayant une puissance électrique de 10 kVA.

*concernant la production, la transformation et le transport d'énergie:*

17) L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour limiter dans le cadre de l'exploitation de l'établissement la consommation d'énergie (électricité, chaleur, vapeur, froid) à un strict minimum. A cet effet les divers systèmes destinés à la production et à la transformation d'énergie doivent être dimensionnés, réglés et exploités de manière à satisfaire aux critères d'une utilisation rationnelle de l'énergie.

18) Le bon fonctionnement du (ou des) système(s) d'alimentation et de transformation d'énergie doit être garanti en permanence.

*concernant la production de chaleur moyennant une chaudière alimentée au gaz:*

19) Des mesures concernant le monoxyde (NO) et le dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>) peuvent être demandées par l'Administration de l'environnement.

*la production d'énergie électrique de secours moyennant un groupe électrogène d'une puissance électrique < 200 kW et opérant au gasoil:*

20) Le groupe électrogène ne pourra être utilisé que pour la production d'énergie électrique de secours. Tout changement d'utilisation doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

Le groupe doit satisfaire aux critères de l'état actuel de la technologie et être réglé de façon à ce que les rejets de polluants soient limités à un minimum.

21) La teneur en soufre du carburant utilisé ne doit pas dépasser 0,05 %.

22) Le temps d'exploitation du groupe électrogène est limité à 30 heures par an. L'exploitant doit noter mensuellement les heures de fonctionnement dans un registre qui est à présenter aux agents de contrôle sur demande.

*la production de froid:*

les installations de production de froid opérant avec un H-FC:

23) Les installations de réfrigération ne doivent pas renfermer des substances (agent réfrigérant et/ou moussant) pouvant contribuer à la destruction de la couche d'ozone.

Le potentiel d'augmentation de l'effet de serre [ $GWP_{(100a)} CO_2=1$ ] de ces mêmes substances ne doit en aucun cas dépasser la valeur de 1300 pour les réfrigérateurs et la valeur de 3750 pour les congélateurs.

24) Toutes les mesures préventives doivent être prises lors de l'aménagement, l'exploitation et l'entretien des installations de production de froid de manière à:

- éviter toute évacuation du fluide réfrigérant dans l'atmosphère;
- garantir, lors d'un sinistre (feu), la protection de l'environnement naturel et des populations avoisinantes et éviter la génération de produits dangereux par les fluides frigorigènes et les produits d'isolation thermique.

25) L'exploitant est obligé de tenir un registre dans lequel il inscrit pour chaque installation les dates de remplissage des circuits en fluide réfrigérant et la quantité des fluides ajoutés. Ce registre doit être tenu à disposition des agents de contrôle.

#### *concernant l'utilisation de produits/substances halogénés:*

26) Toute exploitation et tout stockage des substances suivantes sont interdits:

- les réfrigérants R11, R12, R22, R113, R114 et R115, ou tout autre mélange contenant un ou plusieurs de ces substances, dans les appareils de refroidissement;
- les solvants trichloroéthane 1.1.1. et tétrachlorocarbène;
- les halons 1211, 1301 et 2402.

Le stockage ainsi que l'utilisation de mousse renfermant une des substances halogénées mentionnées ci-avant sont également interdits.

#### *concernant l'atelier d'imprimerie:*

27) La teneur en solvants des gaz émis en relation avec l'imprimerie doit être limitée autant que possible par l'utilisation de couleurs sans ou à faible teneur en solvants. Dans le cas contraire, les gaz chargés de vapeurs de solvants doivent être collectés et traités dans une installation de filtration appropriée et efficace avant leur évacuation vers l'extérieur.

28) La teneur en solvants des gaz rejetés doit être inférieure à  $150 \text{ mg/Nm}^3$ . Toutefois, si les couleurs d'impression utilisées ne contiennent que de l'éthanol comme solvant et avec une teneur maximale de 25 %, la teneur en éthanol des gaz rejetés peut aller jusqu'à  $500 \text{ mg/Nm}^3$ .

29) Les effluents gazeux en provenance d'autres sources de pollution doivent également être collectés. La teneur en carbone organique des effluents gazeux rejetés dans l'atmosphère ne doit pas dépasser la valeur de  $50 \text{ mg/Nm}^3$ . Afin de garantir le respect de la valeur limite ci-avant, les effluents gazeux en question doivent, le cas échéant, être traités dans une installation de dépollution appropriée, préalablement à leur rejet dans l'atmosphère.

30) Les émissions de poussières en provenance de la production et d'autres sources de pollution doivent également être collectées. La teneur en poussières des effluents gazeux rejetés dans l'atmosphère ne doit pas dépasser la valeur de  $3 \text{ mg/Nm}^3$ . Afin de garantir le respect de la valeur limite ci-avant, les effluents gazeux en question doivent, le cas échéant, être traités dans une installation de dépollution appropriée, préalablement à leur rejet dans l'atmosphère.

concernant l'entretien de l' (des) installation(s) de dépollution:

31) L'entretien de l' (des) installation(s) de dépollution doit être assuré de façon à ce qu'un traitement efficace des effluents gazeux soit garanti en permanence. Ainsi, l'exploitant doit justifier notamment du remplacement des filtres selon les exigences du constructeur et en fonction de l'utilisation. Les pièces justificatives doivent être tenues à disposition des agents de contrôle. »

**Article 5:** *La condition 29) du chapitre VII) intitulé « Prévention et gestion des déchets en provenance de l'exploitation normale de l'établissement: » de l'article 1er de l'arrêté n° 1/99/3062, tel que modifié par l'arrêté n° 1/99/3062-1 délivré en date du 12 mars 2001 par le Ministre ayant dans ses attributions l'environnement, est remplacée par une condition 29) ayant la teneur suivante:*

« 29) Le raccord des zones de stockage des déchets au réseau d'égouts ou à tout autre système d'évacuation est interdit. La présente condition n'est pas applicable en matière du stockage de déchets de papier non pollués dans des conteneurs appropriés placés à l'extérieur des halls. »

**Article 6:** *La condition 8) du chapitre IX) intitulé « Dispositions particulières: » de l'article 1er de l'arrêté n° 1/99/3062, tel que modifié par l'arrêté n° 1/99/3062-1 délivré en date du 12 mars 2001 par le Ministre ayant dans ses attributions l'environnement, est remplacée par une condition 8) ayant la teneur suivante:*

« 8) L'exploitant doit mettre en oeuvre toutes les mesures nécessaires en matière d'architecture, de technique et d'organisation du fonctionnement de l'établissement garantissant lors d'un sinistre (incendie) une limitation des incidences sur l'environnement à un strict minimum, notamment en ce qui concerne les rejets de polluants dans l'atmosphère et la contamination des eaux d'extinction.

En particulier sont à mettre en oeuvre les précautions suivantes:

- utilisation dans le cadre de la construction, uniquement de matériaux et d'équipements utilitaires qui, lors d'un sinistre, ne génèrent pas de substances dangereuses et toxiques pour l'environnement. Ainsi, les éléments pré-mentionnés (y compris le câblage électrique) ne doivent entre autres pas contenir de substances halogénées, d'isocyanates, de polychlorobiphényles (PCB) et de polychloroterphényles (PCT);
- mise en place de séparations coupe-feu appropriées, adaptées aux circonstances ainsi qu'à la nature et aux quantités des produits/substances;
- application de moyens spécifiques garantissant une détection rapide et un combattement efficace des incendies. Ces moyens doivent être déterminés, dimensionnés et installés de façon à être appropriés quant à la nature et aux quantités des éléments polluants et/ou dangereux utilisés dans la construction et l'exploitation. Notamment le hall de stockage de papier et le hall d'expédition devront être équipés avec un système



d'extinction du type « Déluge » pouvant être alimenté à partir de l'extérieur des halls en question.

- aménagement d'une cuve de rétention conformément aux conditions prescrites dans le chapitre «Protection des eaux», sous-chapitre «concernant les exigences relatives aux eaux d'extinction». »

**Article 7:**

*La condition 9) du chapitre X) intitulé « Réception et contrôle de l'établissement: » de l'article 1er de l'arrêté n° 1/99/3062, tel que modifié par l'arrêté n° 1/99/3062-1 délivré en date du 12 mars 2001 par le Ministre ayant dans ses attributions l'environnement, est abrogée.*

**Article 8:**

Le présent arrêté est transmis en original à la société EDITPRESS LUXEMBOURG S.A. pour lui servir de titre, et en copie:

- à la société ENERGIE ET ENVIRONNEMENT S.A. pour information;
- à l'administration communale de la VILLE D'ESCH-SUR-ALZETTE aux fins déterminées par l'article 16 de la loi modifiée du 10 juin 1999.

**Article 9:**

Contre la présente décision, un recours peut être interjeté auprès du Tribunal Administratif statuant comme juge du fond. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de 40 jours à partir de la notification de la présente décision par requête signée d'un avocat à la Cour.

Le Ministre délégué au Développement  
durable et aux Infrastructures,



Marco SCHANK



